



MEETING KANAKY LIBRE(S) à Paris

Jeudi 6 novembre 2025 - à 19h

à la Bourse du travail (salle Hénaff)

29 Boulevard du Temple. Paris 11e [Métro. République]

Meeting unitaire avec Christian Tein (président du FLNKS) et les six prisonniers politiques kanak, enfin réunis et libres !

Pour la première fois depuis leur sortie de prison, six prisonniers-es indépendantistes kanak de la CCAT déporté-es en France depuis juin 2024 seront réunis à la Bourse du travail de Paris pour :

- Témoigner de leurs conditions de détention et de leur libération ;
- S'exprimer sur la situation politique actuelle en Kanaky et des perspectives de lutte ;
- Remercier la solidarité qui s'est fortement exprimée depuis leur arrestation.

À la suite des grandes mobilisations pacifiques organisées par la Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT) contre un projet de dégel du corps électoral du gouvernement français, au moment où, malgré de nombreuses alertes, la loi était votée à Paris à l'Assemblée Nationale, le 13 mai 2024, Nouméa s'embrasait : le soulèvement spontané de la jeunesse urbaine allait être bientôt suivi par le reste du pays kanak. Outre des dégâts matériels considérables, ce soulèvement et sa répression ont causé de nombreux décès, parmi lesquels 15 morts par balle dont 12 Kanak (l'un en prison, suite à des mauvais traitements et un manque de soins) et des centaines de blessés, dont certains très graves, la plupart océaniens.

La répression coloniale qui a suivi a été terrible : près de 3000 interpellations, 250 mandats de dépôts, onze militant-es indépendantistes de la CCAT arrêtés, inculpés d'avoir orchestré les émeutes, dont sept immédiatement déporté-es de façon particulièrement indigne dans les prisons françaises fin juin 2024 avec des chefs d'inculpation délirants, tous passibles de la cour d'assise : association de malfaiteurs, vols avec armes en bande organisée, complicité par instigation de meurtres ou tentatives de meurtre sur personnes dépositaires de l'autorité publique etc. L'État a voulu des boucs émissaires à la révolte, et par la même criminaliser toute résistance à son projet de loi, et ce sont les responsables indépendantistes de la CCAT, qualifiée d'organisation mafieuse commettant des "pillages et des meurtres" par le ministre de l'Intérieur et des Outre-mer Gérald Darmanin, qui en ont payé le prix : 12 mois d'enfermement et d'éloignement à 17000 kms de chez eux, loin de leurs familles, sans moyens matériels, certains placés à l'isolement.

Sur la demande de leurs avocat·es et avec le soutien d'un certain nombre de magistrats en fonction à Nouméa, ce dossier très politique a fini par être dépaycé et confié à trois juges d'instruction du tribunal de Paris. Ces derniers après des enquêtes minutieuses et de longues auditions ont demandé la libération immédiate des sept détenus déportés en France, assortie de certaines restrictions : interdiction de se contacter, et interdiction de retourner en Kanaky.

Le Ministère public s'est opposé aux décisions des juges du tribunal de Paris, d'abord à la la sortie de prison de cinq des militants indépendantistes, puis au retour au pays de Christian Tein et de Dimitri Qenegei. Le parquet, au vu de l'absence totale de preuves incriminantes, a été désavoué à deux reprises : la chambre d'instruction de la cour d'appel a confirmé le 12 juin et le 16 octobre 2025 les décisions des juges d'instruction.

En attendant la suite de la procédure judiciaire, et son issue qu'on espère être un non lieu, une des militantes déportées, Fred Muliava, est déjà rentrée en Kanaky. Mais avant leur retour prochain au pays, les six autres camarades – Christian Tein (l'actuel président du FLNKS), Dimitri Qenegei, Steve Unë, Guillaume Vama, Erwan Waetheane et Brenda Wanabo Ipeze – seront réunis le 6 novembre à la Bourse du travail pour nous apporter leurs témoignages et partager leurs analyses de la situation politique et sociale en Kanaky.

Lors de ce meeting, il sera aussi question du fameux projet d'accord de Bougival voulu par la présidence de la République sur l'avenir institutionnel du pays que l'État s'emploie à faire passer en force : en effet, avec le soutien des partis de la droite coloniale locale et malgré le rejet catégorique du FLNKS, il est prévu d'inscrire les termes de ce soi-disant accord dans la constitution française, en verrouillant tout accès à la pleine souveraineté et en ouvrant le corps électoral, avec les risques de raviver des tensions et de menacer une paix sociale déjà fragile.

Nous débattons aussi de la situation sociale de plus en plus précaire dans laquelle se trouvent depuis le soulèvement populaire de mai-juin 2024 de nombreuses familles kanak, notamment en ville, le chômage, les inégalités et les discriminations à l'emploi, aux logements, à la scolarité s'étant encore renforcés du fait de la volonté à peine cachée de la direction de la province Sud aux mains d'une droite extrême et ultra-libérale de se débarrasser de la présence des Kanak dans la province sud.

Ce meeting permettra aussi d'aborder la situation carcérale des nombreux prisonniers de droit commun, déportés eux-aussi sans leur consentement et parfois de force du Camps Est (la prison de Nouméa), qui se retrouvent dispersés dans les prisons de l'hexagone et très démunis.

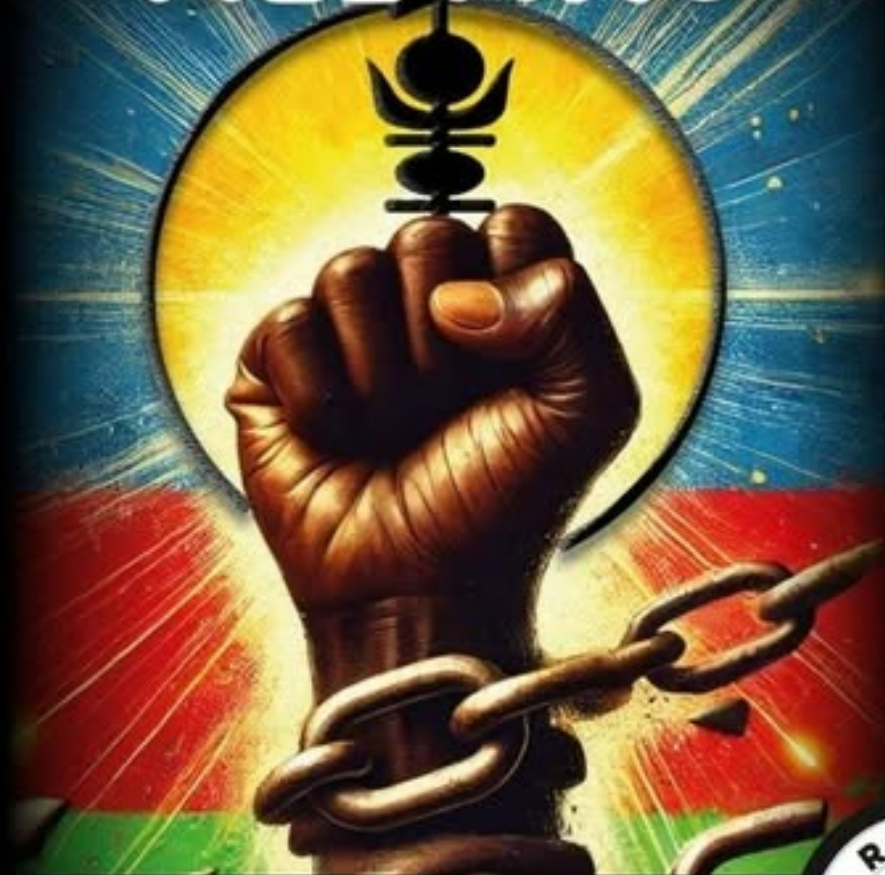
En espérant vous voir nombreuses, nombreux, ce 6 novembre à Paris, pour rencontrer les prisonniers politiques kanak enfin réunis et libres !

Le Collectif Solidarité Kanaky

Email . collectifsolidaritekanaky@gmail.com

www.solidaritekanaky.fr

MEETING



JEUDI 06 NOVEMBRE 2025 - 19h



Kanaky libre(s)

Bourse du Travail de Paris

29 Boulevard du Temple. Paris 11^e (M. République)

Meeting unitaire avec Christian Tein (président du FLNKS)
et les six prisonniers politiques kanak, enfin réunis et libres !
+ témoignages et infos sur les déportés du Camp-Est

solidaritekanaky.fr

